

Daniel Bensaïd

Vers une politique profane

En commentant les événements de cette dernière décennie, Daniel Bensaïd, philosophe, élabore une réflexion autour de «l'effort pour faire advenir des possibles».

Jean-Marc Lachaud : *Depuis quelques années, sur la scène politique, réapparaissent intellectuels et artistes. Comment analysez-vous ce retour ?*

Daniel Bensaïd : Retour des intellectuels sur la scène politique ? Je ne sais pas si l'on peut aborder ou décrire le phénomène en ces termes. En réalité, dans les années quatre-vingt, il s'est produit un retrait de la politique visible, non de la politique en général. Il y a eu, alors, un débat récurrent sur le silence des intellectuels. C'était excessif parce que cela suggérait un âge d'or de l'engagement dans les années soixante (contre la guerre d'Algérie, le Manifeste des 121... temps forts et moments symboliques de l'engagement des intellectuels).

Dans les années quatre-vingt donc, il existait une forme, très dispersée et très diffuse, mais finalement peut-être plus riche, du travail intellectuel. Le problème était qu'il n'y avait pas de catalyseur, cela n'était plus centralisé par des partis ou par des mouvements. Il s'agissait d'une ramification de travaux de résistance, qui étaient des formes de radicalisation et qui investissaient des champs beaucoup plus variés qu'avant (recherches sur l'écologie, sur la bioéthique...).

Si, aujourd'hui, on parle du retour des intellectuels sur la scène politique, c'est qu'il y

a un phénomène de repolitisation générale depuis 1994-1995. Il y a un renouveau, une réactivation de ce qu'on appelle maintenant les mouvements sociaux, donc un changement de climat qui est attesté un peu par tous les biais (écho grandissant du *Monde diplomatique*, succès des initiatives de la revue *Actuel Marx*, polémiques autour de Bourdieu...). Il y a un changement dans l'air du temps qui est indiscutable. Que cela concerne aussi les intellectuels me paraît aller de soi.

Jean-Marc Lachaud : *Est-ce la figure sartrienne de l'intellectuel engagé qui resurgit ?*

Daniel Bensaïd : Le terme d'intellectuel, surtout dans son usage politique (quand on se réfère aux grands intellectuels protestataires, aux consciences morales et critiques de Zola à Sartre...), a changé. C'est un changement sociologique. La part globale du travail intellectuel, de la connaissance accumulée ou de la créativité dans la reproduction sociale, est beaucoup plus importante, et donc beaucoup plus présente à différents degrés de la vie sociale. Il y a des moments de cristallisation symboliques (les pétitions des cinéastes). Mais c'est la partie émergente d'un phénomène plus large. Aujourd'hui, si la délimitation intellectuel/non-intellectuel a un sens, celui-ci est relatif. Enfin, le rôle de porte-parole que peuvent jouer les intellectuels est d'autant plus saillant que les vecteurs politiques, les organisations, sont dans la grisaille consensuelle et dans la gestion. Quand les partis font le dos rond, quelqu'un occupe le devant de la scène, à un moment donné, de manière d'autant plus visible que cette apparition se détache sur un fond d'affaiblissement politique et d'affaiblissement des responsabilités de ceux qui devraient les exercer.

Jean-Marc Lachaud : *Dans ce contexte, comment percevez-vous l'intervention de Pierre Bourdieu ? À quel type d'intellectuel pourrait-il correspondre ?*

Daniel Bensaïd : Comme figure d'intellectuel, je crois justement que Bourdieu est parfaitement révélateur du moment, de la conjoncture politique. Il s'est engagé – et c'est tout à fait positif – dans le soutien d'une série de luttes, de l'hiver 1995 sur le service public et la Sécurité sociale à celle en faveur des sans-papiers, ou aux côtés des mouvements des chômeurs. Mais, la nature de son engagement est particulière. D'un côté, un engagement au nom d'un savoir, qui marque par ailleurs une évolution dans sa sociologie (*La Misère du monde*), ce qui est le rôle du sociologue. Avec une opposition radicale de Bourdieu aux doxosophes, à tout ce qui est du côté de l'opinion, qui reproduit peu ou prou l'opposition-exclusion entre le philosophe-roi et le sophiste, opposition classique.

Du coup, il y a un discours du savoir et de la connaissance, qui est quand même une critique de l'espace politique. Et, d'un autre côté, il s'est engagé dans un soutien, je dirais presque compassionnel, à la misère du monde. Qui, néanmoins, peut très bien justifier (il faudrait nuancer car ce serait excessif à propos de Bourdieu ou de ses proches) une nouvelle mouture d'un populisme : servir le peuple, servir le mouvement.

Entre les deux, il n'y a pas de médiation. Le point aveugle, c'est justement la politique. On passe d'un discours du savoir à une empathie sociale. Mais, comment les deux se nouent-ils ? De ce point de vue, je crois que Bourdieu révèle à la fois cette nouvelle radicalisation ou mobilisation des mouvements sociaux et le malaise de leur rapport à la politique. Malaise

parfaitement compréhensible, qui est bien, d'une certaine manière, l'expression à la fois de ce besoin, de cette demande et du fait qu'il y a un maillon manquant, une réponse qui ne vient pas.

Jean-Marc Lachaud : *Comment interprétez-vous les attaques dont Bourdieu et son engagement ont été récemment l'objet ?*

Daniel Bensaïd : Ce sont plus que des attaques. Quand on voit l'enflure médiatique dont il a été l'objet à la rentrée, presque tous les hebdomadaires ont fait leur sur Bourdieu, autour de la sortie du livre de Jeannine Verdès-Leroux ^{1/}, on peut pratiquement parler d'une campagne. Alors, quel est son sens ? Elle n'est pas forcément un complot, mais pourquoi « ça prend » ? Je l'interprète comme un effort pour fermer la parenthèse ouverte en 1995. La gauche plurielle est au gouvernement ; elle gouverne, elle gère. Dans ce contexte, il y a des « agités », dont Bourdieu, qui sont des empêchements de gérer en rond. Il faut faire passer le message que cette parenthèse est refermée. Bourdieu avait entrouvert une fenêtre. Il a une certaine popularité même chez des gens dont sa sociologie n'est pas la préoccupation. Il s'agit d'un discours d'autorité, au nom du Collège de France, qui devient une légitimation de choses que l'on croyait indicibles, qu'on n'avait plus le droit de dire. Quand Bourdieu et le Collège de France disent ce qu'on continue à penser tout bas, sans plus oser le dire tout haut, cela apporte réellement, dans un mouvement comme celui des chômeurs, une légitimité, une confiance. On ne peut pas directement invectiver, ou agresser les comités de

chômeurs... donc l'attaque symbolique s'est ciblée sur Bourdieu. Je pense qu'il y a une position très claire à prendre contre les contre-Bourdieu. Ce qui ne veut pas dire adhérer de manière inconditionnelle à la personne ni à la démarche, cela se discute. J'ai par ailleurs une position nuancée, je trouve qu'un sociologue qui médite pascaliennement ne peut pas être foncièrement mauvais.

Jean-Marc Lachaud : *Ne voit-on pas resurgir, au sein des mouvements auxquels nous faisons allusion, une certaine méfiance par rapport à la classe politique ? N'a-t-on pas l'impression, simultanément, face à certaines expressions protestataires, que l'engagement moral tend à dominer les enjeux politiques ? Que pensez-vous, par exemple, de l'opposition gauche morale / gauche sociale forgée par certains commentateurs ?*

Daniel Bensaïd : Dans un premier temps, je commencerais par récuser la présentation, qui est maintenant installée : gauche morale face à gauche populaire, disciplinaire. Elle a été lancée, si mes souvenirs sont bons, par Jacques Julliard autour des manifestations de février 1997 pour l'abrogation des lois Pasqua-Debré. Les manifestations de l'hiver 1995 sur le service public et la Sécurité sociale et celles de 1997 n'ont pas la même composition sociologique. D'un côté, on a des manifestations syndicales, avec le contingent de salariés de la SNCF et d'instituteurs... ; de l'autre, un type de cortège inhabituel. Les gens venaient à titre individuel, pratiquement sans structuration. Certains ont dit que c'était la première « manif » unitaire entre les lecteurs de *Libération* et ceux du *Monde*, et il y avait un peu de cela d'ailleurs. Ces « manifs » n'avaient pas la même composition sociale. Doit-on pour

autant parler de gauche morale et de gauche sociale ? Je crois que, en réalité, ce sont des expressions de la politique, et d'un malaise dans le rapport à la politique. Ce que l'on n'a pas assez souligné, c'est que, dans toutes ces mobilisations successives, il y a une gauche qui est à la fois sociale et morale. On y a retrouvé toute une série d'associations (DAL, AC, Act-Up...), de syndicats (souvent la CGT, toujours Sud, certains éléments critiques de la CFDT, la FSU qui a joué un rôle important). On les a retrouvés également contre la fermeture de l'usine de Vilvoorde, dans le soutien aux marches des chômeurs et dans les manifestations pour le Pacs. Et tout cela produit de la politique. Par ailleurs, je trouve un petit peu choquante cette image que l'on donne : le soutien aux sans-papiers, c'est la gauche morale. Mais, poser le problème de ce qu'est un étranger, de ce qu'est un citoyen dans le remue-ménage de la mondialisation sont des questions éminemment politiques. On peut y répondre différemment, mais je ne vois pas pourquoi il y aurait, là, une image d'angélisme moral. Non, c'est revendiquer une définition du rapport entre citoyenneté et nationalité, ce qui est une question politique majeure depuis la Révolution française.

Dans un deuxième temps, et c'est plutôt cela le problème, il faut analyser la méfiance, qui peut aussi être politique et pas forcément morale, envers la politique telle qu'elle se fait. Elle paraît assez fondée et justifiée, face à la partie visible qu'est la corruption (les « affaires »), qui nourrit une désaffection, en conséquence un effritement de l'esprit civique. Et, plus en profondeur, il s'agit de comprendre comment sont vécus, non pas formulés de manière consciente mais ressentis de manière confuse, le rétrécissement et la privatisation de l'espace public. Ce n'est pas seulement un

^{1/} *Le Savant et la Politique. Essai sur le terrorisme sociologique de Pierre Bourdieu*, Paris, Éditions Grasset, 1998.

problème de dénationalisation, de privatisation de secteurs industriels ou de services, mais également, de manière plus rampante, des services de l'éducation ou de la santé, de privatisation de gestion de la monnaie avec la Banque centrale européenne, de privatisation de la solidarité avec les fonds de pension. Il y a là une source très forte de ce qu'on appelle la crise de représentation qui, à mon avis, renvoie à un problème de dessaisissement démocratique très grave. D'où la tentation pour certains d'y répondre par une désertion de la politique telle qu'elle se fait, en théorisant une opposition entre éthique et politique. Or, autant on peut critiquer la politique réellement existante, autant il ne faut pas l'abandonner à Le Pen et à Mégret. Il y a un discours sur les partis politiques que je considère démagogique. On a des partis. S'ils ne conviennent pas, il faut en faire d'autres. On fait aussi de la politique avec des outils de ce type-là. Il y a une difficulté à inscrire les débats dans l'espace politique. L'éthique, c'est peut-être une anticipation de l'humanité souhaitable, d'une universalité à venir, mais elle doit s'inscrire dans le présent à travers un arbitrage politique, donc dans des formes démocratiques à modifier, à réinventer.

Jean-Marc Lachaud : *Un autre clivage est en ce moment largement débattu, celui qui opposerait les « li-li » (libéraux-libertaires) aux « bo-bo » (bolcho-bonapartistes) selon l'expression d'un collaborateur du Monde. Comment vous situez-vous par rapport à ces deux pôles ?*

Daniel Bensaïd : Il y a toujours plusieurs représentations concurrentes de la scène politique et des grandes oppositions qui la structurent. Gauche/droite en est une qui est un héritage, mais l'héritage a un contenu. Pour

certain, la gauche est une notion d'abord parlementaire. Mais, la notion parlementaire est un écho ou un reflet déformé, assourdi d'une polarité sociale. Je ne crois pas que cela soit caduc. Il y a un constat, c'est que Jean-Pierre Chevènement ou Charles Pasqua peuvent rêver de manière symétrique d'un rassemblement républicain en rejoignant les deux rives de la République. Cependant, Chevènement est ministre d'un gouvernement de gauche, il ne peut pas aller sur la liste Pasqua. Et Pasqua aura le plus grand mal à trouver des alliés de gauche, même si certains n'y répugneraient pas. On n'y échappe pas et ce n'est pas un hasard. Ceci dit, ce n'est pas parce que cela ne se traduit pas électoralement que le problème est par ailleurs inexistant ou purement imaginaire. Il y a un effort pour reformuler le clivage structurant dans la vie politique. À travers le prisme Droite/gauche, il y avait un clivage social qui s'exprimait. Le Pen a essayé de lui donner une autre traduction qui est : français/étranger autour du clivage national/étranger. Par ailleurs, Régis Debray se reconnaît dans le pôle national-républicain face aux libéraux-libertaires dont aujourd'hui Daniel Cohn-Bendit devient l'emblème.

Moi, je crois que la bataille est sur deux fronts. L'un, contre la Fondation Saint-Simon et *Le Nouvel Observateur*, et contre Cohn-Bendit (pas contre sa personne, je trouve répugnantes les actions des chasseurs).

L'autre, contre le pôle *Marianne*/Fondation Marc-Bloch. Il faut ouvrir un autre espace qui maintienne la place structurante du conflit social. Je revendique complètement l'archaïsme. Ce n'est pas que la lutte des classes s'imposera forcément et naturellement comme la contradiction principale et structurante, mais il faut œuvrer à ce qu'elle reste ou redevienne la contradiction fondamentale. Sinon,

on a un gouvernement, avec un discours républicain ou national-républicain, qui ne résout pas le problème du chômage. Ce qui reste alors de la République, ce sont les pions, les contre-maîtres, l'autorité paternelle... enfin une République purement disciplinaire, mais qui ne convainc personne. C'est une fuite en avant du discours de l'ordre qui existe dans le discours républicain.

Jean-Marc Lachaud : *Au-delà, c'est le problème de l'espace public et d'une éventuelle démocratie radicale...*

Daniel Bensaïd : J'évoquais, plus haut, une demande de politique. Celle-ci ne se manifeste pas forcément dans les formes parlementaires habituelles, parce que cet espace-là est vidé en partie de sa fonction. Mais, il s'invente de la politique de manière différente : le mouvement des femmes sur égalité/parité, Act-Up en posant le problème de la dimension politique de la maladie, les chômeurs qui soulèvent toute la question du travail, du rapport entre travail et citoyenneté... Il y a un point, qui pour moi est sensible, c'est l'espace public. Comment restituer de la substance à la vie démocratique, comment faire pour que la démocratie ne soit pas un phénomène de surface parlementaire, mais un problème de tous les jours ? Cela s'exprime d'une certaine manière dans le vocabulaire : demande de citoyenneté, de proximité. Celui-ci manifeste un manque et ce manque est révélateur d'une demande, d'un malaise, d'une frustration. Il faut restaurer une densité de l'espace public, non le définir comme un espace de discussion uniquement, mais connaître ses enjeux, ses moyens. Il y a donc un problème de réappropriation de l'espace public qui inévitablement – et c'est à mon sens une question taboue, mais

qui ne le restera pas longtemps – redébouche sur la question de la propriété au sens le plus large du terme. Je crois que cette question requiert une pédagogie, parce qu'on a sur les épaules le passif de l'image des pays de l'Est et de l'Union soviétique, finalement une gestion bureaucratique, et on a le bilan plus que mitigé des nationalisations du gouvernement Mauroy. Il n'empêche que si on prend les problèmes de l'emploi, de la crise écologique, ils posent avec d'autres mots le problème du bien commun, y compris dans les termes de relation de propriété. Comment faire pour qu'il n'y ait pas une privatisation, non seulement vis-à-vis du patrimoine industriel mais aussi des biens premiers ? Quand les Américains revendiquent un droit de polluer, on assiste à une marchandisation de l'air. Pour la terre, ce n'est pas nouveau, mais aujourd'hui, avec les organismes génétiquement modifiés, outre le volet santé, il y a l'effet certain de l'expropriation de fait de ce qui reste de paysannerie petite et moyenne. Les OGM sont non reproductibles et entraînent la dépendance du semencier, le paysan devient le maillon d'une chaîne. C'est presque équivalent à la prolétarianisation à domicile du XIX^e siècle dans le textile. Quant à l'eau, elle est privatisée... Tout cela conduit à la question de la propriété qui doit être posée dans toute sa logique sociale. Le risque d'une société fracturée dans tous les sens, social d'abord avec une exclusion massive, mais politique avec, d'un côté, un désintérêt ou un désinvestissement de l'espace public qui se manifeste par l'abstention, et puis, de l'autre, une monopolisation d'une élite gestionnaire, médiatique et du savoir.

Jean-Marc Lachaud : *N'est-il pas nécessaire de développer une réflexion critique sur la mondialisation, sur l'Europe de Maastricht qui*

nous sont présentés comme des processus inéluctables...

Daniel Bensaïd : Il faut saisir et s'installer dans la contradiction même du processus de mondialisation. Il y a incontestablement une dimension d'universalisation à l'œuvre. Cela communique, cela circule, cela fait partie du devenir universel de l'humanité. De ce côté, à certains égards, on peut s'en féliciter. Il y a une ouverture, mais toute ouverture n'est pas bonne à prendre. C'est une mondialisation dans des rapports sociaux déterminés, donc une mondialisation marchande qui produit des effets de mutilation. Un responsable du FMI, qui n'est pas un « révolté ébouriffé », a dit : « Nous sommes tous des mutilés de l'universel ». Certes, par exemple, le Gatt organise le commerce extérieur, mais il l'organise sur des rapports de force, sur des rapports de domination qui se redistribuent. On ne peut pas fermer les yeux là-dessus. De même, certains ont la naïveté de croire que l'Europe est bonne en soi. Je crois que, aujourd'hui, on peut et on doit critiquer l'Europe telle qu'elle se fait, c'est-à-dire sur une application intégrale des critères libéraux. Il y a eu des critères budgétaires et monétaires, il pourrait y avoir des critères sociaux. C'est-à-dire un serpent de convergence des salaires, une convergence des droits du travail, un système de protection sociale et des services publics européens. C'est opposer une Europe à une autre, l'Europe contre l'euro.

Jean-Marc Lachaud : *Dans ce cadre, que penser du débat qui a eu lieu sur l'exception culturelle ?*

Daniel Bensaïd : Que cela commence pédagogiquement – parce qu'il y a un milieu qui est

relativement organisé et qui touche au symbolique – est parfaitement légitime. Mais l'argument qui vient immédiatement après est que l'exception culturelle ne doit pas être revendiquée au nom de la grande culture du village gaulois, qui aurait des privilèges ou des prérogatives particulières à défendre. Le point logique à développer est que ce qui est dit sur la question culturelle – refus de se soumettre à la logique marchande, en tout cas pleinement car on n'y échappe pas totalement – vaut pour bien d'autres domaines. La mobilisation culturelle pourrait poser le problème, de même, de l'exception scolaire ou de l'exception sanitaire. Il ne s'agit pas d'exceptions de défense sur des arguments nationaux, voire nationalistes, mais tout simplement de domaines qui ne devraient pas relever d'une logique marchande.

Jean-Marc Lachaud : *À l'issue de ce siècle tourmenté (de dupes ou d'illusions ?), et au regard du présent, est-il légitime de forger quelques utopies ?*

Daniel Bensaïd : Un siècle de dupes ou d'illusions ? Je ne sais pas quel siècle ne l'a pas été.

Aujourd'hui, on est confronté à un monde qui n'est pas moins violent, pas moins brutal, pas moins injuste, pas moins inégalitaire, plutôt plus qu'auparavant. Les générations qui arrivent n'ont pas pour horizon la guerre froide ou le rapport Est-Ouest, elles se trouvent devant le monde réellement existant du libéralisme, du capitalisme. Le besoin d'émancipation naît d'une souffrance, d'une oppression, d'une exploitation, et l'utopie repousse à ras de terre. On a besoin de fabriquer un imaginaire, de désigner un autre possible. Ce possible est une aspiration. Qu'elle forme peut-il prendre ? Pour moi, cela ne doit pas être un modèle clés

en main. Aucun modèle ne sera une garantie. Il faudrait plutôt partir des tendances à l'œuvre, des débats sur l'écologie, sur le travail... et chercher quelles solutions peuvent être apportées. Le débat sur la fin du travail, ainsi, me paraît extrêmement confus. En revanche, on constate que nous sommes dans des sociétés où, vu la part de travail mort, des connaissances accumulées dans le travail, ce qui existe pour les intermittents du spectacle peut se généraliser à d'autres formes de travaux. Mais on ne vit pas de manière intermittente. Le problème de la garantie du revenu posé pour les intermittents peut se généraliser. Est-ce qu'on peut imaginer une forme de redistribution de richesse, ou de socialisation du revenu? Sûrement, cela ne me paraît pas une impasse financière. Mais cela veut dire une démarche inverse de ce qui se passe aujourd'hui sur le démantèlement de la protection sociale. Ce serait au contraire une extension et une garantie au revenu des formes de solidarité sociale.

Jean-Marc Lachaud : *Vous avez consacré un livre à Walter Benjamin, sentinelle messianique. En quel sens la pensée de ce philosophe peut nous être, aujourd'hui, d'un quelconque secours ?*

Daniel Bensaïd : L'entreprise de Walter Benjamin, telle qu'elle est développée notamment dans ses *Thèses sur le concept d'histoire*, est marginale par rapport au discours dominant; marginale dans le sens d'outsider, de franc-ti-

reur, d'inclassable. Par rapport au discours de la raison, de la religiosité historique, où la politique se coule dans la logique de l'histoire, Benjamin propose un renversement de perspective, où la politique domine l'histoire, où le problème de la responsabilité et de la décision, de la bifurcation entre plusieurs possibles devient centrale. Ce renversement du rapport entre histoire et politique me paraît déterminant justement pour fonder une politique profane, une pensée du possible qui soit différente. Je ne sais pas si on peut l'appeler utopique, je préfère messianique pour marquer la différence avec les vieux systèmes utopiques. Ce n'est pas une pensée dans le système, c'est une pensée de l'irruption, du surgissement, de l'événement. C'est absolument salutaire. Sur le plan intellectuel, culturel, philosophique et pas seulement politique, c'est une piste qui est complètement divergente et contradictoire avec les machineries plus ou moins positivistes des lois de l'histoire.

Jean-Marc Lachaud : *Élaborer une pensée des possibles, c'est aussi intégrer à celle-ci les impossibles, donc la part d'indétermination, la part d'accidentel. Est-ce ce qui vous pousse à théoriser la perspective du pari mélancolique ?*

Daniel Bensaïd : Il n'y a plus aucun fétiche qui puisse garantir la vérité du discours politique et de ses réponses. Ni la science, ni l'histoire... Face à cela, on est en proie à une politique qui est une pensée tragique, celle de

l'incertitude. Il faut agir dans l'incertitude des effets. On n'y échappe pas, mais il faut le savoir. Et de ce point de vue, il y a la part de pari. La mélancolie renvoie peut-être à ce que vous dites sur les possibles et les impossibles. Toute action de subversion, pour ne pas dire révolutionnaire, est aux prises avec le « déjà plus », avec le « pas encore ». On est forcément dans l'effort de faire advenir des possibles. Des possibles qui sont effectifs, comme disent les Allemands, pas du souhaitable en général, mais quelque chose qui devient réellement possible; des possibles déterminés, pas du non-contradictoire, qui est un possible pauvre. Donc, faire advenir ce possible, et, en même temps, être aux prises avec l'ancien et avec des limites. Agir dans le divorce du nécessaire et du possible. La politique, c'est au moins un risque intellectuel, un risque de nantis. Mais, logiquement, il doit devenir un risque personnel à cause de cette dimension de l'incertitude. Dans les figures symboliques que j'aime bien, qui sont mes grands mélancoliques (Louis-Antoine Saint-Just, Auguste Blanqui, Che Guevara...), on retrouve ce trait-là, un moment de transition où du possible naît alors que l'ancien n'a pas disparu. Il y a toujours un décalage, un divorce entre ce qu'il faudrait et le nécessaire. Le possible n'est pas à la hauteur du nécessaire et pourtant il faut faire avec. *Mouvement*, mars 1999
Entretien réalisé par Jean-Marc Lachaud pour la sortie d'*Éloge de la résistance à l'air du temps*